

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/Obama-se-sent-menace-par-le-Venezuela-une-autre-agression-militaire-se-prepare>

Obama se sent « menacé » par le Venezuela : une autre agression militaire se prépare

- Empire et Résistance - « Gringoland » (USA) -

Date de mise en ligne : jeudi 12 mars 2015

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Obama se sent « menacé » par le Venezuela

Le président a annoncé une mesure d'« urgence nationale » contre le Venezuela qui représenterait « *une menace inhabituelle et extraordinaire pour la sécurité nationale et la politique extérieure* ». Maduro a immédiatement rappelé son plus haut représentant à Washington.

Le président étasunien, Barack Obama, a présenté hier le Venezuela comme une « menace » à la sécurité nationale et a publié un décret annonçant des sanctions à l'encontre de sept hauts responsables vénézuéliens. Son homologue, Nicolás Maduro, qui accuse les Etats-Unis de financer des campagnes de déstabilisation dans son pays déclare qu'« Obama a pris l'initiative la plus agressive, injuste et désastreuse jamais subie par le Venezuela ». Son gouvernement a immédiatement rappelé son chargé d'Affaires à Washington, Maximilien Sánchez Arveláiz. En outre, le vice-président du parti au pouvoir, le Parti Socialiste Uni du Venezuela (PSUV), Diosdado Cabello, affirme que les Etats-Unis prévoient des « frappes militaires » contre son pays.

Obama a annoncé une mesure « d'urgence nationale » face à la « menace inhabituelle et extraordinaire » que représente la situation dans le pays sud-américain pour la sécurité nationale et la politique extérieure de Washington. Les sanctions prévues par le décret « sont basées sur la loi en faveur de la défense des droits de l'homme et de la société civile de 2014 au Venezuela, ratifiée par le leader démocrate le 18 décembre 2014 et vont au-delà des conditions requises par cette législation », soutient le document de la Maison Blanche. Le porte-parole, Josh Earnest, a déclaré à cet égard que « les fonctionnaires vénézuéliens passés et actuels qui violent les droits de l'homme de leurs concitoyens et se livrent à la corruption publique n'ont pas leur place ici ; par ailleurs nous disposons maintenant des moyens nécessaires pour geler leurs avoirs et les empêcher d'utiliser les systèmes financiers des Etats-Unis ». Il a également affirmé qu'Obama se montrait « particulièrement préoccupé par l'ampleur des tentatives d'intimidation du gouvernement vénézuélien à l'encontre de ses opposants politiques ». La Maison Blanche réclame de ce fait que le gouvernement de Maduro « libère tous les prisonniers politiques, c'est-à-dire des dizaines d'étudiants, le leader de l'opposition, Leopoldo López, et les maires Daniel Ceballos y Antonio Ledezma ».

Les sanctions visent Antonio José Benavides, commandant des Régions Stratégiques pour le Développement Intégré des Forces Armées Nationales Bolivariennes (FANB) ; Gustavo González López, directeur général des Services de Renseignements Nationaux ; Justo Noguera Pietri, président de la Corporation Vénézuélienne de Guyane (CVG), compagnie minière étatisée. Cette liste comprend également Katherine Haringhton, procureur au niveau national du 20ème bureau de district du ministère public du Venezuela ; Manuel Eduardo Pérez Urdaneta, directeur de la Police Nationale Bolivarienne ; Manuel Bernal Martínez, chef de la 31ème Brigade Blindée de Caracas, de l'Armée Bolivarienne et ex directeur général des Services Secrets, et Miguel Vivas Landino, inspecteur général des Forces Armées Bolivariennes. Le décret doit conduire à bloquer ou geler les avoirs et les biens des personnes concernées par ces sanctions, sur le sol américain, et interdit aux citoyens usaméricains toute transaction commerciale avec elles.

Diosdado Cabello, président de l'Assemblée Nationale et vice-président du PSUV, fait corps avec ces fonctionnaires et a récusé les sanctions « de façon percutante ». « Monsieur Obama, vous et votre impérialisme allez devoir sanctionner de nombreuses personnes, un très grand nombre de vénézuéliens qui sommes prêts à donner nos vies pour la révolution bolivarienne », a-t-il mis en garde. Il ajoute : « De quelles armes disposons-nous pour menacer les Etats-Unis d'Amérique ? Seulement la dignité, le courage, l'amour, la fermeté d'un peuple qui a opté pour sa liberté ». Hier, le gouvernement vénézuélien a ainsi rappelé "immédiatement " son chargé d'Affaires aux Etats-Unis et plus haut diplomate en poste à Washington, Maximilien Sánchez Arveláiz. Les relations entre Washington et Caracas se trouvent donc actuellement entre ses mains.

La ministre vénézuélienne des Affaires Étrangères Delcy Rodríguez a déclaré hier qu'elle répondrait « très vite » à l'ordonnance rendue par le président Obama pour l'application des nouvelles sanctions. « Nous ne souhaitons pas mélanger les politiques internationales et nous ferons très vite connaître la position du Venezuela quant à la portée de ces déclarations », a-t-elle annoncé lors d'une conférence de presse donnée pour répondre à d'autres questions internationales. Le gouvernement avait auparavant qualifié les sanctions d'« arrogantes ». La semaine dernière, Maduro avait déjà annoncé la diminution du personnel diplomatique sur la centaine de fonctionnaires en poste à l'Ambassade des Etats-Unis à Caracas et avait décidé de la demande de visas de tourisme pour les nord-américains se rendant au Venezuela.

Les Sénateurs et membres du Congrès latinos ont applaudi la décision d'Obama de sanctionner les sept fonctionnaires vénézuéliens, bien qu'ils considèrent que l'administration démocrate ait vu trop juste et qu'il conviendrait de compléter la liste des « 7 ». Les sénateurs Robert « Bob » Menéndez et Marco Rubio ont appelé Obama à prendre des mesures contre le ministre de la Défense vénézuélien Vladimir Padrino pour l'aval qu'il donne aux forces de sécurité de son pays à l'usage de « la force meurtrière contre des manifestants pacifiques » au Venezuela. « Ce général devrait figurer en bonne place sur la liste, mais curieusement il en a été écarté », se plaint Rubio.

Les relations entre le Venezuela et les Etats-Unis ont subi des hauts et des bas jusqu'en 2010, où les deux pays ont rappelé leurs ambassadeurs respectifs. La tension s'est accrue ces dernières semaines après les accusations portées par le gouvernement vénézuélien contre le pays du Nord qui serait derrière un coup d'État avorté le 11 février.

« Manigances putschistes »

« Le décret signé aujourd'hui (pour hier) par le président Barack Obama dans lequel il dénonce la menace extraordinaire et inhabituelle que représente le Venezuela pour la sûreté nationale et la politique extérieure des États-Unis est la justification d'une attaque militaire contre le Venezuela », a déclaré Oscar Laborde, directeur de *l'Institut d'Études de l'Amérique latine* (Instituto de Estudios de América latina) et dirigeant du *Front Transversal* (Frente Transversal). « Il est maintenant évident que les manigances putschistes de la droite vénézuélienne dénoncées par le président Nicolás Maduro bénéficient du soutien de l'Amérique du Nord, qui n'attend qu'une chose : des troubles intérieurs dans ce pays pour pouvoir intervenir militairement, enrayer le processus bolivarien et avoir accès au pétrole, qui a déjà servi de déclencheur à ses nombreuses guerres », conclut Laborde.

[Página 12](#). Buenos Aires, 10 mars 2015.

[Préparatifs de l'agression militaire contre le Venezuela](#)

■

Atilio A. Boron

Barack Obama, potiche décorative qui ne réussit pas à empêcher qu'un fou comme Benjamin Netanyahu s'adresse aux deux chambres du Congrès pour faire capoter les pourparlers avec l'Iran à propos de son programme nucléaire, a reçu un ordre sans appel du complexe « militaro-industriel-financier » : créer les conditions justifiant une intervention militaire en République Bolivarienne du Venezuela. Le décret présidentiel diffusé il y a quelques heures par le bureau de presse de la Maison Blanche affirme que le pays de Bolivar et de Chávez « constitue une menace

inhabituelle et extraordinaire pour la sécurité nationale et la politique extérieure des Etats-Unis », raison pour laquelle « je proclame l'urgence nationale pour y faire face ».

D'ordinaire, ce genre de déclarations précèdent l'agression militaire, que ce soit directement, comme ce fut le cas lors de l'invasion sanglante du Panama, dans le but d'évincer Manuel Noriega, en 1989, ou par propagation, comme par exemple en Asie du Sud-Est qui déboucha sur la guerre d'Indochine, plus particulièrement du Vietnam, à partir de 1964. Mais ce peut être aussi le prélude à un autre genre d'opérations militaires, où les Etats-Unis agissent de concert avec leurs valets européens, noyautés au sein de l'OTAN, et les théocraties du pétrole de la région concernée. Quelques exemples : la Première Guerre du Golfe, en 1991 ; ou la guerre d'Irak, 2003-2011, avec l'enthousiaste participation de la Grande Bretagne de Tony Blair et de l'Espagne de l'insortable José María Aznar ; ou le cas de la Libye, en 2011, et de la bouffonnerie ubuesque montée à Benghazi, où de supposés « combattants de la liberté » -dont on a découvert plus tard qu'ils n'étaient que des mercenaires engagés par Washington, Londres et Paris - pour renverser Kadhafi et transférer le contrôle des richesses pétrolières de ce pays à leurs maîtres. Parmi des affaires plus récentes, on peut citer le cas de la Syrie et, surtout, celui de l'Ukraine, où le « changement de régime » désiré si ardemment, but que poursuit sans trêve Washington pour redessiner le monde -en particulier l'Amérique Latine et la Caraïbe- à son image a pu se réaliser grâce à la précieuse collaboration de l'Union Européenne et de l'OTAN, dont la conséquence a été le bain de sang qui continue au jour d'aujourd'hui. Le surprenant Prix Nobel de la Paix 2009 a même envoyé madame Victoria Nuland, secrétaire d'État adjointe aux affaires eurasiatiques, à Kiev, place Maidan, pour exprimer sa solidarité aux manifestants, y compris aux bandes de néonazis qui allaient prendre le pouvoir par le feu et l'épée et à qui l'aimable fonctionnaire remettait biscuits et bouteilles d'eau, pour prouver par ce geste si affectueux, que Washington était, comme toujours, du côté de la liberté, des droits de l'homme et de la démocratie.

Quand un « État vaurien » comme les Etats-Unis, qui violent systématiquement les lois internationales, profère des menaces comme celle dont nous parlons, il ne faut pas le prendre à la légère. Surtout si l'on se souvient de la force d'une vieille tradition politique nord-américaine, qui consiste à fomenter des attentats contre eux-mêmes, prétextes utilisés pour justifier leur immédiate riposte militaire. Ce fut le cas en 1898, lorsqu'ils provoquèrent l'explosion du croiseur américain *Maine*, dans la baie de La Havane, tuant les deux tiers de son équipage et provoquant l'indignation de l'opinion publique usaméricaine, qui poussa Washington à déclarer la guerre à l'Espagne. Ce fut encore le cas à Pearl Harbor, en décembre 1941, où 2403 marins nord-américains périrent et 1178 autres furent blessés, victimes de cette infâme manœuvre. Puis, de nouveau lorsqu'ils ont ourdi l'incident du Golfe du Tonkin pour « vendre » leur guerre en Indonésie : l'attaque présumée du Nord Vietnam contre deux croiseurs nord-américains -finalement démasquée comme étant une opération de la CIA- amena le président Lyndon B. Johnson à décréter l'urgence nationale et, peu après, à déclarer la guerre au Vietnam du Nord. Maurice Bishop, lui aussi, sur la petite île de Grenade, fut considéré comme une menace à la sécurité nationale nord-américaine en 1983, dûment renversé et liquidé par une invasion de marines. Que dire de l'attentat, plus que suspect, du 11 septembre pour lancer la « guerre contre le terrorisme » ? L'histoire pourrait se poursuivre indéfiniment. En conclusion : il n'y aurait rien de surprenant à ce qu'Obama, dans les prochaines heures, ou jours, autorise une opération secrète de la CIA ou d'autres services ou même des forces armées vénézuéliennes contre un objectif américain sensible au Venezuela. Par exemple, l'ambassade de Caracas. Ou quelque autre opération terrifiante au Venezuela contre d'innocents civils lambda, comme ce fut le cas lors des « attentats terroristes » qui secouèrent l'Italie - l'assassinat d'Aldo Moro, en 1978 ou l'explosion de la bombe à la gare de Bologne en 1980- pour créer la panique et justifier la réponse de l'empire amené à « restaurer » le respect des droits de l'homme, la démocratie et les libertés publiques. Des années plus tard, on a découvert qu'en réalité, ces crimes avaient été perpétrés par la CIA. N'oublions pas que Washington a approuvé le coup d'État de 2002 au Venezuela, peut-être pour protéger leur ravitaillement en pétrole avant d'attaquer l'Irak. Aujourd'hui, c'est une guerre sur deux fronts qui se joue : la Syrie/ l'État Islamique et la Russie, en voulant aussi assurer leurs arrières au niveau de l'énergie. C'est grave, très grave ! Une solidarité active et immédiate des gouvernements sud-américains s'impose afin de dénoncer et de contrecarrer une telle manœuvre.

* **Atilio A. Boron** Directeur du PLED, Programme Latino-américain d'Éducation à Distance en Sciences Sociales. Centre Culturel de la Coopération Floreal Gorini.

[Atilio Boron](#). Buenos Aires, 9 mars 2015.

Traduit de l'espagnol pour [El Correo](#) par : Florence Olier-Robine

Pour tout contact professionnel avec la traductrice florobine@cegetel.net

Complément d'information : « [ESPAGNE ET LA TERTIARISATION DU CHAOS AU VENEZUELA](#) ». Carlos Fazio, 29 septembre 2014.

[El Correo](#). Paris, le 12 mars 2015

[\[Contrat Creative Commons\]](#)

Cette création par <http://www.elcorreo.eu.org> est mise à disposition selon les termes de la [licence Creative Commons Paternité - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 3.0 Unported](#).